

Séance ordinaire du 17 janvier 2005

Le conseil de la Ville de Lévis siège en séance ordinaire ce dix-septième jour du mois de janvier deux mille cinq, à dix-neuf heures quarante, à la salle du conseil de l'hôtel de ville, 2175, chemin du Fleuve, Saint-Romuald (Lévis).

Sont présents: les membres du conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Guy Dumoulin, Pierre Gagné, André Hamel, Philippe Laberge, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire et Jocelyn Olivier formant quorum sous la présidence du maire Jean Garon.

Assistent à la séance : Jean Dubé, directeur général et Danielle Bilodeau, greffière.

## **CV-2005-00-01**

### **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers  
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 17 janvier 2005 tel que modifié par le retrait du point 47 « Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement décrétant un emprunt pour la fourniture de services professionnels requis pour la réalisation du plan stratégique de développement touristique de la Ville, Réf. : DEC-2004-063 » et par l'ajout des affaires suivantes :

#### **« Conseil**

Création du groupe de travail pour l'aménagement et le développement durable de la bordure fluviale de Lévis et ses tributaires

#### **Conseil**

Acquisition d'un système d'étagères pour les dossiers de propriété de l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Ouest au 1240, chemin Filteau (secteur Saint-Nicolas)

#### **Conseil**

Délégation de membres du conseil de la Ville au forum sur l'avenir de la baie de Beauport

#### **Conseil**

Avis de motion du Règlement modifiant le Règlement intérieur CV-001-02

#### **Conseil**

Mandat à la Greffière de la Ville ».

Adoptée à l'unanimité

## **CV-2005-00-02**

### **Période de questions**

Environ 50 personnes assistent à la séance. Plusieurs personnes prennent la parole et émettent des commentaires.

Une personne dépose le rapport du comité aviseur de Beaumont concernant l'implantation d'un port méthanier ainsi qu'un document concernant le gaz naturel liquéfié.

Le membre du conseil de la Ville Jean-Claude Bouchard dépose une lettre de la Municipalité de Beaumont concernant le prêt de documents relatifs au projet Rabaska.

### **CV-2005-00-03**

#### **Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire et de la séance spéciale du 20 décembre 2004 et de la séance spéciale du 21 décembre 2004**

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers  
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire et des séances spéciales du conseil de la Ville tenues les 20 et 21 décembre 2004.

Adoptée à l'unanimité

### **CV-2005-00-04**

#### **Proclamation du mois de février 2005 « Février, mois du cœur »**

Attendu que la Fondation des maladies du cœur du Québec, forte de l'engagement de ses bénévoles, de ses employés et de ses donateurs, a pour mission de promouvoir la santé du cœur en recueillant des fonds afin d'appuyer la recherche et la prévention des maladies cardiovasculaires et des accidents vasculaires cérébraux au Québec ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-42 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli  
Appuyé par le conseiller André Hamel

De proclamer le mois de février 2005 « Février, mois du cœur » et d'encourager toute la population à supporter la Fondation des maladies du cœur du Québec.

Adoptée à l'unanimité

### **CV-2005-00-05**

#### **Dépôt du procès-verbal des séances du comité exécutif des 13 et 20 décembre 2004**

Le procès-verbal des séances du comité exécutif tenues les 13 et 20 décembre 2004 est déposé.

### **CV-2005-00-06**

## **Accueil d'une stagiaire du Collège Mérici à la Direction du développement économique**

Réf. : DEC-2004-092

Attendu l'expérience positive des trois dernières années et l'intérêt de la Ville à accueillir une stagiaire du Collège Mérici, finissante en technique de tourisme, qui sera chargée entre autres de planifier la préparation des salons Vacances-Loisirs de Montréal et de Québec qui se tiendront en 2005 ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2004-16-10 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli  
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'accueillir une stagiaire finissante en technique de tourisme du Collège Mérici à la Direction du développement économique, pour la période du 21 mars au 13 mai 2005 et d'autoriser Éric Légaré à signer les formulaires requis ainsi que le Maire et la Greffière à signer une entente à intervenir avec le Collège Mérici concernant ce stage.

Adoptée à l'unanimité

## **CV-2005-00-07**

### **Contrats à intervenir avec les Entreprises P.E.B. Ltée et Demix Béton inc. pour l'aménagement d'une voie ferrée dans le parc industriel du secteur Saint-Romuald**

Réf. : DEC-2005-002

Attendu que l'acte de vente intervenu le 29 mars 1984 entre l'ex-Ville de Saint-Romuald et les Entreprises P.E.B. Ltée concernant le lot 2 155 735 du cadastre du Québec comportait l'obligation de compléter des travaux de nivellement et de terrassement et ce, le ou avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 ;

Attendu le projet de construction de l'antenne ferroviaire de la Coopérative fédérée dans ce secteur et la nécessité pour la Ville d'obtenir une servitude à cet effet ;

Attendu l'entente intervenue entre les parties ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-36 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire  
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De procéder aux contrats et à l'aménagement ci-après mentionnés :

- 1) l'acquisition d'une servitude réelle sur la partie du lot 2 155 735 du cadastre du Québec nécessaire à l'aménagement de la voie ferrée projetée sur la propriété de Les Entreprises P.E.B. Ltée, d'une superficie de 2 022,3 mètres carrés, telle qu'elle est décrite par Marc-André Carrier, arpenteur-géomètre, minute 19 202, en versant une indemnité de 4 955 \$, plus taxes, et ce, aux conditions suivantes :

- a) la Ville accepte de céder à Les Entreprises P.E.B. ltée le lot 2 155 708 du cadastre du Québec d'une superficie approximative de 7 901,6 mètres carrés, situé au sud du chemin d'accès au lieu d'élimination de neige du secteur Saint-Romuald, sous réserve des dispositions prévues au paragraphe 2 de la présente résolution ;
  - b) ce lot sera cédé au prix unitaire de 0,6269 \$ le mètre carré (0,0582 \$ le pied carré), correspondant au prix plancher imposé par la *Loi sur les immeubles industriels municipaux*, pour un revenu estimé de 4 953,50 \$, plus taxes;
  - c) la Ville inclura, dans le contrat de réalisation des travaux ferroviaires ci haut-mentionnés, l'obligation pour l'entrepreneur concerné de disposer des matériaux de bonne qualité excédentaires aux besoins du chantier pour l'aménagement, dans la partie nord-est du lot 2 155 735 du cadastre du Québec, d'un chemin d'accès dans le prolongement de la 2<sup>ème</sup> Avenue, à un endroit à convenir entre les parties, Les Entreprises P.E.B. ltée s'engageant pour sa part à compléter ce chemin d'accès avec du matériel qu'elle fournira et ce, pour les besoins de Demix Béton inc.;
  - d) les utilisateurs de la voie ferrée projetée dans les limites du lot 2 155 735 du cadastre du Québec seront responsables de tout sinistre environnemental qui pourrait survenir en cet emplacement en lien avec les opérations qui s'y dérouleront, la Ville acceptant, à la complète exonération et décharge de Les Entreprises P.E.B. ltée, d'assumer à ses frais, en lieu et place de Les Entreprises P.E.B. ltée, ses successeurs et ayants droit, toute remise en état temporaire et permanente à la satisfaction de toute autorité réglementaire, sous réserve de tout recours que la Ville pourrait avoir contre le responsable de tel dommage;
  - e) la terminaison et la radiation de la servitude lors du démantèlement de la voie ferrée ;
- 2) la cession par Les Entreprises P.E.B. ltée à la Ville, à titre gratuit, d'un droit de passage notarié d'une largeur de dix mètres en bordure de la limite nord du lot 2 155 708 du cadastre du Québec pour l'aménagement, l'utilisation et l'entretien d'un chemin d'accès au lieu d'élimination de neige du secteur Saint-Romuald, aux frais de la Ville ;
  - 3) quittance mutuelle et mainlevée complète par la Ville en faveur de Les Entreprises P.E.B. ltée sur le lot 2 155 735 du cadastre du Québec dès la publication des servitudes décrites aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, suite aux relevés topographiques qui ont été réalisés en 2004 par Les Entreprises P.E.B. ltée dans les limites de ce lot et acceptés par le Service du génie, en exécution des obligations contractuelles souscrites par Les Entreprises P.E.B. ltée à l'égard de l'ex-Ville de Saint-Romuald en 1984 ; l'obligation visée au paragraphe 5 n'étant toutefois pas couverte par la présente quittance ;
  - 4) l'aménagement par la Ville, à ses frais, d'une gaine dans l'emprise de la voie ferrée projetée, dans le prolongement de la 2<sup>ème</sup> Avenue, à un endroit à convenir entre les parties, en prévision du raccordement du lot 2 155 735 du cadastre du Québec au réseau municipal d'infrastructures, ce raccordement étant à la charge du propriétaire de ce lot ;
  - 5) la cession d'un droit de passage par la Ville dans l'emprise de la voie ferrée projetée en faveur du lot 2 155 735 du cadastre du Québec, appartenant à Les Entreprises P.E.B. ltée et son aménagement dans le respect des normes en vigueur, aux frais de la Ville, à un endroit à convenir entre les parties dans le prolongement de la 2<sup>ème</sup> Avenue, le tout sous réserve de l'accord du Canadien

National et des autorités fédérales compétentes pour l'aménagement de passages à niveaux privés. La Ville reconnaîtra également le droit de passage que détient présentement Demix pour la traversée de l'emprise ferroviaire sise dans le secteur de la 1<sup>ère</sup> Avenue ;

- 6) la cession par Demix Béton inc. (Ciment St-Laurent inc.) à la Ville d'une servitude pour l'aménagement et l'exploitation d'une voie ferrée dans les limites du lot 2 356 602 du cadastre du Québec, telle qu'elle est décrite par Marc-André Carrier, arpenteur-géomètre, minute 19 204, moyennant la possibilité pour Demix Béton inc. de conserver à la fois un accès à son site du parc industriel Saint-Romuald à partir de la 1<sup>ère</sup> Avenue et de la 2<sup>ème</sup> Avenue, le tout tel qu'il est confirmé en date du 30 novembre 2004 par celle-ci à la Ville ;

chaque partie assumant les frais inhérents aux acquisitions de terrains et servitudes ci-haut mentionnées, ceux de la Ville à être imputés à la réserve financière pour fins de développement du territoire et le tout, conditionnellement à ce que l'ensemble de ces engagements soient intégralement respectés par les parties et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document à cet effet.

D'abroger la résolution CV-2004-07-26 « Entente à intervenir avec les Entreprises P.E.B. Ltée concernant des travaux de terrassement et de nivellement d'un terrain, acquisition de servitude sur des parties du lot 2 155 735 du cadastre du Québec pour l'aménagement d'une voie ferrée et mainlevée partielle en faveur de Demix Béton inc., Réf. : DEC-2004-046 ».

Adoptée à l'unanimité

## **CV-2005-00-08**

**Contrat à intervenir avec le Syndicat de copropriété Les Rives du St-Laurent III pour la location d'une partie du lot 2 434 486 du cadastre du Québec (rue Saint-Laurent, secteur Lévis)**

[Réf. : AGT-GEP-2004-283](#)

Attendu que le Syndicat de copropriété Les Rives du St-Laurent III utilise un terrain situé sur la rue Saint-Laurent (secteur Lévis) appartenant à la Ville à des fins de stationnement ;

Attendu qu'une location à long terme de ce terrain s'avère avantageuse pour la Ville ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2004-15-99 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer le contrat à intervenir avec le Syndicat de copropriété Les Rives du St-Laurent III concernant la location à celui-ci d'une partie du lot 2 434 486 du cadastre du Québec à des fins de stationnement, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 31 décembre 2009, pour un loyer annuel de 8 000 \$, plus taxes, à être indexé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006, tel qu'il est annexé à la fiche de prise de décision AGT-GEP-2004-283.

Adoptée à l'unanimité

**CV-2005-00-09****Cession de servitude sur une partie du lot 2 383 972 du cadastre du Québec (rue des Gouverneurs, secteur Sainte-Hélène-de-Breakeyville) en faveur d'Hydro-Québec et de Bell Canada**

Réf. : [AGT-GEP-2004-066](#) et [AGT-GEP-2004-119](#)

Attendu que Bell Canada et Hydro-Québec entendent ériger une ligne de distribution d'énergie électrique et de télécommunication dans le but de desservir des terrains dans le cadre d'un projet domiciliaire situé dans le secteur Sainte-Hélène-de-Breakeyville et ont déposé une demande de servitude à la Ville en ce sens ;

Attendu que Bell Canada et Hydro-Québec assumeront les frais relatifs à cette transaction ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2004-03-47 modifiée par la résolution CE-2004-09-79 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier  
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

De céder à titre gratuit à Hydro-Québec et Bell Canada une servitude sur une partie du lot 2 383 972 du cadastre du Québec d'une superficie de 34,1 mètres carrés, telle que montrée au plan de Laurent Beaurivage, arpenteur-géomètre, minute 13 826, pour permettre la construction d'une ligne de distribution dans le but de desservir des terrains situés sur les lots voisins, les frais afférents à cette servitude à être supportés par Bell Canada et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

**CV-2005-00-10****Cession d'une servitude sur une partie du lot 2 244 630 du cadastre du Québec (rue Claude-Jutra, secteur Saint-Nicolas) en faveur de Bell Canada et Hydro-Québec**

Réf. : [AGT-GEP-2004-303](#)

Réf. : [AGT-GEP-2004-191](#)

Attendu que Bell Canada et Hydro-Québec entendent ériger une ligne de distribution d'énergie électrique et de télécommunication dans le cadre du projet domiciliaire situé sur la rue Claude-Jutra (secteur Saint-Nicolas) et ont déposé une demande de servitude à la Ville en ce sens ;

Attendu que Bell Canada et Hydro-Québec assumeront les frais relatifs à cette transaction ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2004-09-82 modifiée par la résolution CE-2004-16-00 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur

Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'accorder une radiation partielle de la servitude publiée sous le numéro 374 825 quant à ce qui concerne une partie du lot 3 180 428 du cadastre du Québec d'une superficie de 0,6 mètre carré et de céder à titre gratuit à Hydro-Québec et Bell Canada une servitude sur une partie du lot 2 244 630 du cadastre du Québec d'une superficie de 396,3 mètres carrés et sur une partie du lot 1 960 664 de ce cadastre d'une superficie de 127 mètres carrés, telle que montrée au plan de Benoît Émond, arpenteur-géomètre, minute 13 209, pour permettre la construction d'une ligne de distribution dans le but de desservir des terrains situés sur les lots voisins, les frais afférents à cette servitude à être supportés par Bell Canada et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2005-00-11**

**Avis à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'aliénation et le lotissement du lot 2 360 817 du cadastre du Québec (chemin Pénin Sud, secteur Saint-Jean-Chrysostome)**

Réf. : [AGT-GER-2004-278](#)

Attendu la présentation d'une demande d'autorisation à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'aliénation et le lotissement à d'autres fins que l'agriculture d'un terrain situé sur le chemin Pénin Sud (secteur Saint-Jean-Chrysostome) ;

Attendu la recommandation favorable du Comité consultatif agricole de la Ville, résolution CCA-2004-57 ;

Attendu que cette demande est conforme au règlement de zonage ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-19 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin  
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

De donner un avis favorable à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'aliénation et le lotissement du lot 2 360 817 du cadastre du Québec d'une superficie de 51 375,2 mètres carrés et ce, en tenant compte des critères [annexés](#) à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2005-00-12**

**Avis à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'aliénation et le lotissement d'une partie du lot 2 050 291 du cadastre du Québec (rue Saint Louis, secteur Saint-Jean-Chrysostome)**

Réf. : [AGT-GER-2004-271](#)

Attendu la présentation d'une demande d'autorisation à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'aliénation et le lotissement à d'autres fins que l'agriculture d'un terrain situé sur la rue Saint-Louis (secteur Saint-Jean-Chrysostome) ;

Attendu la recommandation favorable du Comité consultatif agricole de la Ville, résolution CCA-2004-56 ;

Attendu que cette demande est conforme au règlement de zonage ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-20 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli  
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

De donner un avis favorable à la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'aliénation et le lotissement d'une partie du lot 2 050 291 du cadastre du Québec d'une superficie de 160 105,1 mètres carrés, telle qu'elle est montrée au plan de Jacques Grondin, arpenteur géomètre, minute 731 et ce, en tenant compte des critères [annexés](#) à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

## **CV-2005-00-13**

**Dépôt du rapport des séances du Comité consultatif agricole de la Ville le 27 mai, 30 juin, 29 juillet et 3 août 2004**

[Réf. : AGT-GER-2004-262](#)

[Réf. : AGT-GER-2004-263](#)

[Réf. : AGT-GER-2004-264](#)

[Réf. : AGT-GER-2004-265](#)

Les rapports des séances du Comité consultatif agricole de la Ville tenues le 27 mai, 30 juin, 29 juillet et 3 août 2004 sont déposés.

## **CV-2005-00-14**

**Addenda à l'entente intermunicipale intervenue avec la Municipalité de Saint-Henri concernant la fourniture du service de déneigement**

[Réf. : RE-TP-2005-002](#)

Attendu que le service de déneigement a été dispensé pendant plusieurs années par l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome à la Municipalité de Saint-Henri ;

Attendu l'entente intervenue en ce sens avec la Ville, par la résolution CV-2003-10-37 ;

Attendu qu'il y a lieu d'apporter une correction à cette entente pour tenir compte de l'indexation de la participation financière prévue ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-10 ;

En conséquence,



Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin  
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'addenda à l'entente intermunicipale intervenue avec la Municipalité de Saint-Henri le 22 janvier 2004 relative à la fourniture du service de déneigement du chemin Bord de l'eau et du chemin Terrebonne, afin de hausser la participation financière de celle-ci pour tenir compte de l'indexation, tel qu'il est annexé à la fiche de prise de décision RE-TP-2005-002.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2005-00-15**

##### **Addenda à l'entente intermunicipale intervenue avec la Municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon concernant à la fourniture du service de déneigement**

[Réf. : RE-TP-2005-001](#)

Attendu que le service de déneigement a été dispensé pendant plusieurs années par l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome à la Municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon ;

Attendu l'entente intervenue en ce sens avec la Ville, par la résolution CV-2003-01-91 ;

Attendu qu'il y a lieu d'apporter une correction à cette entente pour tenir compte de l'indexation de la participation financière prévue ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-11 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli  
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'addenda à l'entente intermunicipale intervenue avec la Municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon le 22 janvier 2004 relative à la fourniture du service de déneigement du chemin Beauséjour, de la rue Commerciale et du chemin Bélair Ouest, afin de hausser la participation financière de celle-ci pour tenir compte de l'indexation, tel qu'il est annexé à la fiche de prise de décision RE-TP-2005-001.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2005-00-16**

##### **Acceptation du rapport financier concernant l'entretien de la Route verte pour l'exercice financier 2004**

[Réf. : RE-2005-001](#)

Attendu que la demande de subvention adressée au ministère des Transports du Québec dans le cadre du Programme d'aide financière à l'entretien de la Route verte doit être accompagnée du dernier rapport financier confirmant les coûts des travaux d'entretien réalisés et leur admissibilité au programme ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-13 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard  
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'accepter le rapport financier concernant l'entretien de la Route verte sur l'ensemble du territoire de la Ville pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2004, tel qu'il est [annexé](#) à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2005-00-17**

**Octroi de contrat pour la fourniture et la livraison de pierres pour l'enrochement le long d'une partie de la piste cyclable (secteur Lévis)**

[Réf. : RE-GEN-2004-135](#)

Attendu que des soumissions ont été demandées concernant la fourniture et la livraison de pierres concernant les travaux d'enrochement prévus sur une partie de la piste cyclable (secteur Lévis) ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-15 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'accorder le contrat pour la fourniture et la livraison de pierres pour l'enrochement le long de la piste cyclable, face à l'église Sainte-Jeanne-d'Arc (secteur Lévis), à Entreprises P.E.B. Ltée, aux prix mentionnés à sa soumission, pour une dépense estimée à 130 955,96 \$, taxes incluses, conformément au devis et à sa soumission et de décréter ces travaux, cette dépense étant déjà financée par le règlement RV-2003-00-84.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2005-00-18**

**Prolongation de la nomination et de la réaffectation temporaire de contremaîtres au Service des travaux publics et au Service du génie dans le cadre du programme d'infrastructures Québec-Municipalités, volet 1.1**

[Réf. : RE-GEN-2004-137](#)

Attendu que dans le cadre du programme d'infrastructures Québec-Municipalités, la Ville entend procéder à la compilation et à l'évaluation des données relatives aux réseaux d'aqueduc et d'égout ;

Attendu que des contrats seront confiés à des consultants externes et qu'un suivi doit être assuré par la Ville ;

Attendu que ce projet nécessite la prolongation de l'affectation temporaire d'un employé cadre ainsi que de celle de son remplaçant ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-08 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De prolonger la réaffectation temporaire de Réjean Gosselin, contremaître au Service des travaux publics, au Service du génie, telle qu'elle est prévue à la résolution CV-2004-02-60 ainsi que la nomination de Yvan Brûlotte au poste de contremaître au Service des travaux publics à l'arrondissement de Desjardins, telle qu'elle est prévue à la résolution CV-2004-05-43, jusqu'au 23 décembre 2005, aux mêmes conditions et ce, dans le cadre du programme d'infrastructures Québec-Municipalités, volet 1.1.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2005-00-19**

### **Entente à intervenir avec Réjean Genest concernant une servitude personnelle de passage (rue des Jardins, secteur Saint-Jean-Chrysostome)**

[Réf. : RE-TP-2004-055](#)

Attendu qu'une servitude de passage est requise par la Ville pour permettre la circulation des équipements de déneigement sur la rue des Jardins (secteur Saint-Jean-Chrysostome) ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-09 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin  
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'entente à intervenir avec Réjean Genest concernant une servitude personnelle de passage sur une partie de sa propriété située au 1707, rue des Jardins (secteur Saint-Jean-Chrysostome) pour permettre le virage des équipements de déneigement, pour la période du 1<sup>er</sup> décembre 2004 au 30 avril 2005, telle qu'elle est annexée à la fiche de prise de décision RE-TP-2004-055.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2005-00-20**

### **Désignation d'un membre du conseil de la Ville au sein du comité organisateur de la Journée internationale des femmes de Lévis 2005**

[Réf. : DVC-2004-043](#)

Attendu la recommandation de la commission consultative Femmes et Ville à l'effet de désigner un membre du conseil de la Ville à titre de représentant de la Ville au sein du comité organisateur de la Journée internationale des femmes de Lévis 2005 ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2004-16-02 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli  
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De désigner le membre du conseil de la Ville Lise Brochu-Asselin à titre de représentante de la Ville au sein du comité organisateur de la Journée internationale des femmes de Lévis 2005.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2005-00-21**

### **Convention à intervenir avec le Conseil du sport de haut niveau de Québec concernant l'octroi d'une aide financière pour l'année 2005**

[Réf. : DVC-2004-027](#)

Attendu que le Conseil du sport de haut niveau de Québec a déposé à la Ville une offre de partenariat afin de contribuer financièrement aux efforts de l'organisme dans l'amélioration de l'offre de service et de conditions d'entraînement des athlètes de haut niveau;

Attendu que le projet de Politique de l'activité physique, du sport et du plein air élaboré par la Ville favorise l'établissement d'une position claire concernant la contribution potentielle au Conseil du sport de haut niveau de Québec pour les athlètes lévisiens;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2004-16-04 modifiée par la résolution CE-2005-00-27 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer une convention à intervenir avec le Conseil du sport de haut niveau de Québec concernant le versement d'une aide financière de 20 000 \$ pour l'année 2005 en vue d'améliorer l'offre de service et les conditions d'entraînement des athlètes de haut niveau de la Ville, telle qu'elle est annexée à la fiche de prise de décision DVC-2004-027 et financer cette dépense à même le poste budgétaire 02-194-00-970 « Subvention – Autres ».

Le Maire appelle le vote :

Ont voté pour : les membres du conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Guy Dumoulin, André Hamel, Philippe Laberge, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier et le maire Jean Garon.

A voté contre : le membre du conseil Pierre Gagné

Adoptée à la majorité

---

## **CV-2005-00-22**

### **Subventions aux organismes de la communauté en rapport avec la taxe foncière et la compensation pour les services municipaux**

[Réf. : DVC-2004-039](#)

Attendu que la Ville reconnaît l'apport essentiel des organismes ayant le statut de partenaire au développement de la vie communautaire en leur accordant la gratuité des locaux pour tenir leur activité ;

Attendu que des organismes partenaires occupent des locaux n'appartenant pas à la Ville et qui ne sont pas par le fait même exempts de taxe foncière ou de compensation pour services municipaux ;

Attendu que, par souci d'équité, la Ville entend fournir à tous les organismes partenaires le même soutien ;

Attendu que la Ville reconnaît que quelques organismes ayant le statut d'affinitaire ont pu bénéficier par le passé d'un soutien au chapitre de la compensation pour services municipaux ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2004-16-05 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli  
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

Pour les années 2004 et 2005 :

- de reconnaître le principe à l'effet que les organismes ayant le statut d'organisme partenaire et qui sont assujettis au paiement de la taxe foncière ou de la compensation pour services municipaux, obtiennent une subvention équivalente à cette taxe ou à cette compensation et accorde cette subvention aux organismes suivants :
  - ✓ Groupe Scouts et Guides de St-Étienne ;
  - ✓ Club Bonne entente de St-Étienne ;
  - ✓ Service d'entraide de Breakeyville ;
  - ✓ Maison des Jeunes de St-Jean-Chrysostome ;
  - ✓ Service d'entraide de St-Romuald ;
  - ✓ Parents uniques de St-Romuald ;
  - ✓ Service d'entraide de Charny ;
  - ✓ Association des personnes handicapées de Lévis ;
  - ✓ Service d'entraide de St-Jean-Chrysostome ;
  - ✓ Club de ski de fond St-Jean-Chrysostome ;
  - ✓ Centre d'aide et prévention jeunesse
  - ✓ Maison des Jeunes de St-Nicolas ;
- de reconnaître le principe à l'effet que les organismes ayant le statut d'organisme affinitaire et qui ont bénéficié par le passé d'une subvention équivalente à la compensation pour services municipaux continuent d'en bénéficier et accorde cette subvention aux organismes suivants :
  - ✓ Atelier occupationnel Rive-Sud ;
  - ✓ Association coopérative d'économie familiale ;
  - ✓ La Jonction Pour Elle ;
  - ✓ Le Contrevent ;
  - ✓ Aux Quatre vents ;
  - ✓ Adoberge Chaudière-Appalaches ;
- d'accorder une subvention équivalente à la taxe foncière à la Fondation du Club Rotary Québec, au Centre socioculturel et sportif de St-Étienne et à Travail Jeunesse ;

cette dépense à être puisée à même le budget de fonctionnement.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2005-00-23**

### **Contrat de location à intervenir avec le Club de ski de fond de Ville-Guay inc. pour les pistes de ski de fond et le relais et subvention**

Réf. : [DVC-SPO-2004-072](#)

Attendu que la Ville reconnaît l'importance d'offrir à la population la possibilité de pratiquer le ski de fond sur des pistes balisées et sécuritaires ;

Attendu que le Club de ski de fond de Ville-Guay inc. désire utiliser certains terrains du secteur Lévis appartenant à la Ville pour la pratique de ce sport et construire un relais pour les skieurs ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2004-16-06 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

Appuyé par le conseiller André Hamel

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer le contrat à intervenir avec le Club de ski de fond de Ville-Guay inc. concernant la location à celui-ci d'une partie des lots 15-1 et 16-1 du cadastre de la paroisse Saint-Joseph à titre gratuit pour y aménager des pistes de ski de fond et un relais, pour la période du 1<sup>er</sup> décembre 2004 au 30 novembre 2005, tel qu'il est annexé à la fiche de prise de décision DVC-SPO-2004-072.

D'accorder une subvention non récurrente de 3 000 \$ au Club de ski de fond de Ville-Guay inc. pour la construction d'un relais, cette dépense à être puisée à même le budget de fonctionnement.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2005-00-24**

### **Subvention au Centre de judo St-Étienne inc.**

Réf. : [DVC-SPO-2004-067](#)

Attendu qu'il est important que la pratique d'activités sportives s'exerce avec du matériel adéquat et sécuritaire;

Attendu que le Centre de judo St-Étienne Inc. est un organisme reconnu par la Ville dans la catégorie partenaire;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2004-16-13 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers

Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

De verser une subvention de 1 640 \$ au Centre de judo St-Étienne inc. pour l'achat de tatamis, cette dépense à être puisée à même le fonds général.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2005-00-25**

##### **Subvention à l'Association du hockey mineur Les Éclaireurs Chaudière-Etchemin**

[Réf. : DVC-SPO-2005-004](#)

Attendu que l'Association du hockey mineur Les Éclaireurs Chaudière-Etchemin est un organisme reconnu par la Ville dans la catégorie partenaire;

Attendu que la tenue du tournoi provincial pee-wee Chaudière-Etchemin à Lévis génère des retombées positives pour l'image de la Ville et la promotion de la pratique du hockey auprès des jeunes;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-28 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli  
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

De verser une subvention de 1 425 \$ à l'Association du hockey mineur Les Éclaireurs Chaudière-Etchemin pour permettre la tenue de la 36<sup>e</sup> édition du Tournoi provincial de hockey pee-wee Chaudière-Etchemin sur le territoire.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2005-00-26**

##### **Subvention au Groupe de ressources techniques d'habitation Lévy pour la gestion du Centre de plein air de Lévis**

[Réf. : DVC-SPO-2005-005](#)

Attendu que le Groupe de ressources techniques d'habitation Lévy est un organisme mandaté par la Ville pour gérer le Centre de plein air de Lévis;

Attendu que pour réaliser son mandat, le Groupe de ressources techniques d'habitation Lévy a besoin du soutien financier de la Ville;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-29 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin  
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'accorder au Groupe de ressources techniques d'habitation Lévy une subvention de 18 674 \$ pour assumer la gestion du Centre de plein air de Lévis pour la saison 2005.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2005-00-27****Protocoles d'entente à intervenir avec la société Vie Intégration Apprentissage pour Handicapés V.I.A. inc. concernant l'enlèvement et la disposition des déchets découlant du tri de matières recyclables**Réf. : FIN-TRE-2004-022

Attendu que la société Vie Intégration Apprentissage pour Handicapés V.I.A. inc. dispense le service de cueillette et de disposition des matières recyclables depuis 2001 sur le territoire ;

Attendu que l'entreprise a obtenu en 2001 une exemption de taxe foncière suite à une décision de la Commission municipale du Québec et qu'il y a lieu de modifier le protocole d'entente intervenu en ce sens ;

Attendu qu'il y a lieu de prolonger l'entente intervenue avec cet organisme pour le futur ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2004-16-07 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer les protocoles d'entente à intervenir avec la société Vie Intégration Apprentissage pour Handicapés V.I.A. inc. concernant l'enlèvement et la disposition des déchets découlant du tri de matières recyclables pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2002 au 31 janvier 2004, tel qu'il est annexé à la fiche de prise de décision FIN-TRE-2004-022 et pour la période du 1<sup>er</sup> février 2004 au 31 janvier 2009, tel qu'il est annexé à la résolution du comité exécutif CE-2004-16-07.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2005-00-28****Création d'un poste d'analyste senior au Service des technologies de l'information**Réf. : FIN-TI-2004-008

Attendu qu'une erreur s'est produite lors de l'intégration d'un employé dans la nouvelle Ville et qu'il y a lieu de procéder à la création d'un poste d'analyste senior au Service des technologies de l'information en remplacement du poste de coordonnateur adjoint informatique, lequel doit être aboli ;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-40 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier  
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

De créer un poste d'analyste senior au Service des technologies de l'information.

Adoptée à l'unanimité



---

**CV-2005-00-29****Embauche d'analystes et de techniciens au Service des technologies de l'information**

[Réf. : RH-2004-068](#)

Attendu la création de deux postes d'analystes et de deux postes de techniciens au Service des technologies de l'information, par la résolution CV-2004-06-14;

Attendu les recommandations du comité de sélection suite au processus de sélection;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-41 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'embaucher Olivier Lawson à titre d'analyste intermédiaire au salaire annuel de 48 000 \$ en lui accordant deux semaines de vacances et Alain Larouche à titre d'analyste senior au salaire annuel de 55 000 \$ en lui accordant trois semaines de vacances, aux conditions de travail de la convention collective des cols blancs de l'ex-Ville de Lévis jusqu'à l'entrée en vigueur des nouvelles conditions de travail qui s'appliqueront par la suite aux employés professionnels, ainsi que François Cournoyer à titre de technicien senior, classe 11 échelon 1 et Nathalie Caron à titre de technicien junior, classe 8, échelon 5, conformément à la convention collective des cols blancs de l'ex-Ville de Lévis et ce, rétroactivement au 12 octobre 2004 quant à cette dernière.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2005-00-30****Création d'un poste d'agent de service à la clientèle à la Direction du service de police, affectation d'un employé à ce poste et lettre d'entente à intervenir avec la Fraternité des policiers de Lévis inc.**

[Réf. : POL-2005-001](#)

Attendu l'affectation de Gilles Nolin au poste de préposé aux exhibits à la Direction du service de police, par la résolution CV-2004-09-37 ;

Attendu que la création de ce poste et l'affectation de Gilles Nolin ont été contestées par voie de grief et d'arbitrage de différend par la Fraternité des policiers de Lévis inc.;

Attendu qu'une entente de principe est intervenue entre les parties impliquées;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-37 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De créer un poste d'agent de service à la clientèle à la Direction du service de police, d'y affecter Gilles Nolin et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer une lettre d'entente à intervenir avec celui-ci et la Fraternité des policiers de Lévis inc. relative à sa réaffectation, telle qu'elle est annexée à la fiche de prise de décision POL-2005-001.

D'abroger la résolution CV-2004-09-37 « Création d'un poste de préposé aux exhibits à la Direction du service de police et affectation d'un employé à ce poste ».

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2005-00-31**

##### **Contrat de travail à intervenir avec Katherine Leclerc, adjointe administrative au Bureau du Vérificateur général**

Réf. : [VG-2004-002](#)

Attendu qu'il y a lieu de prolonger l'embauche de Katherine Leclerc à titre d'adjointe administrative au Bureau du Vérificateur général compte tenu des besoins du Vérificateur général;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2004-16-11 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire  
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer le contrat de travail à intervenir avec Katherine Leclerc, à titre d'adjointe administrative au Bureau du Vérificateur général, pour la période du 10 janvier au 31 décembre 2005, tel qu'il est annexé à la fiche de prise de décision VG-2004-002.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2005-00-32**

##### **Dépôt du rapport du Vérificateur général relatif aux dépenses autorisées**

Le rapport des dépenses autorisées par le Vérificateur général est déposé.

---

#### **CV-2005-00-33**

##### **Assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 251-89 - Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald (rue Dumais)**

Réf. : [AGT-GER-2004-160](#)

Le Maire tient l'assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 251-89 - Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald.

Il explique le projet de règlement et invite les personnes et organismes présents à s'exprimer.

Environ 40 personnes sont présentes. Le membre du conseil de la Ville Pierre Gagné pose une question.

---

#### **CV-2005-00-34**

**Assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 197 – Plan d’urbanisme de l’ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville (projets d’auberge, de golf et de développement résidentiel)**

[Réf. : AGT-GER-2004-229](#)

Le Maire tient l’assemblée publique de consultation sur le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 197 – Plan d’urbanisme de l’ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville.

Il explique le projet de règlement et invite les personnes et organismes présents à s’exprimer.

Environ 40 personnes sont présentes. Deux personnes posent des questions.

---

#### **CV-2005-00-35**

**Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro 482 - Plan d’urbanisme de l’ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (projet de 4 à 8 logements en bordure de la route Lagueux)**

[Réf. : AGT-GER-2004-210](#)

Le conseiller Philippe Laberge donne avis qu’il sera soumis lors d’une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement numéro 482 - Plan d’urbanisme de l’ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Ce règlement a pour objet de modifier le plan d’affectation du sol par l’agrandissement de l’affectation « commerciale et de services mixtes » à même l’affectation « commerciale et de services ».

De plus, le conseiller Philippe Laberge demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

---

#### **CV-2005-00-36**

**Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 482 - Plan d’urbanisme de l’ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (projet de 4 à 8 logements en bordure de la route Lagueux)**

[Réf. : AGT-GER-2004-210](#)

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2004-15-95 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers  
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D’adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 482 - Plan d’urbanisme de l’ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2005-00-37**

**Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (projet de 4 à 8 logements en bordure de la route Lagueux)**

Réf. : [AGT-GER-2004-210](#)

Le conseiller le conseiller Philippe Laberge donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Ce règlement a pour objet :

- de modifier le plan de zonage par l'agrandissement des zones Cm-5 et Cm-7 à même la zone Cb-11 et par l'annulation de la zone Cb-11;
- de modifier la grille des usages et des spécifications afin de supprimer la zone Cb-11.

De plus, le conseiller le conseiller Philippe Laberge demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

---

**CV-2005-00-38**

**Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (projet de 4 à 8 logements en bordure de la route Lagueux)**

Réf. : [AGT-GER-2004-210](#)

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2004-15-95 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers  
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2005-00-39**

**Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 127 de l'ex-Ville de Lévis (boulevard du Président-Kennedy, entre les rues Wilfrid-Hallé et des Buissons)**

Réf. : [AGT-GER-2004-236](#)

Le conseiller André Hamel donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 127 de l'ex-Ville de Lévis.

Ce règlement a pour objet d'agrandir l'affectation « pôle commercial régional » à même une partie de l'aire d'affectation « Habitation de très faible densité ».

De plus, le conseiller André Hamel demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

#### **CV-2005-00-40**

**Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 127 de l'ex-Ville de Lévis (boulevard du Président-Kennedy, entre les rues Wilfrid-Hallé et des Buissons)**

[Réf. : AGT-GER-2004-236](#)

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-04 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 127 de l'ex-Ville de Lévis.

Adoptée à l'unanimité

#### **CV-2005-00-41**

**Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis (boulevard du Président-Kennedy, entre les rues Wilfrid-Hallé et des Buissons)**

[Réf. : AGT-GER-2004-236](#)

Le conseiller le conseiller André Hamel donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis.

Ce règlement a pour objet d'agrandir la zone Cc 45-85 à même une partie de la zone Hb 44-59 et de prévoir des dispositions particulières pour l'aménagement de la clôture.

De plus, le conseiller le conseiller André Hamel demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

#### **CV-2005-00-42**

**Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis (boulevard du Président-Kennedy, entre les rues Wilfrid-Hallé et des Buissons)**

[Réf. : AGT-GER-2004-236](#)

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-04 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2005-00-43**

**Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (échangeur 305, route Lagueux)**

[Réf. : AGT-GER-2004-228](#)

La conseillère Béatrice Demers donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas.

Ce règlement a pour objet :

- de supprimer la restriction à l'effet de ne permettre qu'un seul usage principal dans un bâtiment principal;
- d'augmenter la superficie et la hauteur maximale d'une enseigne autonome dans la zone C-721 ;
- d'interdire dans la zone C-721 les usages des groupes « industrie » et « transport et services publics » et de supprimer les normes d'implantation des bâtiments principaux pour ces usages;
- de réduire la norme sur la superficie de plancher minimale des bâtiments principaux des groupes « commerce » et « services » dans la zone C-721 et de prévoir des normes sur la superficie de construction au sol de ces bâtiments.

De plus, la conseillère Béatrice Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

---

#### **CV-2005-00-44**

**Adoption du Projet de règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (échangeur 305, route Lagueux)**

[Réf. : AGT-GER-2004-228](#)

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-17 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur  
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'adopter le Projet de règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2005-00-45****Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis (centre des congrès et d'exposition)**

[Réf. : AGT-GER-2004-257](#)

Le conseiller André Hamel donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis.

Ce règlement a pour objet :

- de modifier la grille des spécifications des usages pour permettre l'usage « 7233 Salle de réunion, centre de conférence et congrès » dans la zone Cc 55-13;
- de modifier la grille des spécifications des usages pour permettre l'usage « C-8 Débit de boissons » dans la zone Cc 55-13;
- de modifier la grille des spécifications des implantations par l'ajout de la note 161 qui précise que l'indice d'implantation au sol ainsi que le coefficient d'occupation du sol ne s'appliquent pas pour la zone Cc 55-13 lorsque la superficie d'un bâtiment est égale ou supérieure à 1 000 m<sup>2</sup> à l'implantation;
- d'établir que la norme de case de stationnement hors rue est d'une case par 10 mètres carrés de superficie plancher dans le cas d'un centre de conférence et congrès, excluant les espaces dédiés à l'hôtellerie et aux édifices à bureaux dont le nombre de cases requises est calculé séparément.

De plus, le conseiller André Hamel demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

**CV-2005-00-46****Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis (centre des congrès et d'exposition)**

[Réf. : AGT-GER-2004-257](#)

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-35 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis.

Le Maire appelle le vote :

Ont voté pour : les membres du conseil Lise Brochu-Asselin, Isabelle Demers, Danielle Roy Marinelli, Jean-Claude-Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Guy Dumoulin, Pierre Gagné, André Hamel, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier et le maire Jean Garon.

Ont voté contre : les membres du conseil Anne Ladouceur, Béatrice Demers et Philippe Laberge.

Adoptée à la majorité

---

#### **CV-2005-00-47**

**Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (éducation professionnelle spécialisée)**

Réf. : [AGT-GER-2004-277](#)

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-06 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Philippe Laberge  
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon, sans changement par rapport au projet de règlement adopté par la résolution CV-2004-11-64.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2005-00-48**

**Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement numéro 520 concernant le zonage de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur (services de réparation de meubles et de rembourrage)**

Réf. : [AGT-GER-2004-276](#)

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-07 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers  
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'adopter le second projet de règlement modifiant le Règlement numéro 520 concernant le zonage de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur, sans changement par rapport au projet de règlement adopté par la résolution CV-2004-11-62.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2005-00-49**

**Adoption et dispense de lecture du Règlement exigeant une compensation mensuelle pour l'exercice financier de 2005 pour l'usage d'un terrain municipal situé dans le secteur Lévis sur lequel est placée une maison mobile**

Réf. : [FIN-TRE-2004-024](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement exigeant une compensation mensuelle pour l'exercice financier de 2005 pour l'usage d'un terrain municipal situé dans le secteur Lévis sur lequel est placée une maison mobile a été demandée



lors de la séance tenue le 20 décembre 2004, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2004-16-12 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2005-03-28 exigeant une compensation mensuelle pour l'exercice financier de 2005 pour l'usage d'un terrain municipal situé dans le secteur Lévis sur lequel est placée une maison mobile et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2005-00-50**

**Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement 251-89 – Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald (secteur des rues Sévigny et Pierre-Arthur et du chemin du Sault)**

[Réf. : AGT-GER-2004-189](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement 251-89 – Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald a été demandée lors de la séance tenue le 30 juin 2004, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2004-11-03 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire

Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2005-03-29 modifiant le Règlement 251-89 – Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald et d'adopter ce règlement, sans changement par rapport au projet de règlement adopté par la résolution CV-2004-06-29.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2005-00-51**

**Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro 520 concernant le zonage de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur (niveau des fondations)**

[Réf. : AGT-GER-2004-274](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro 520 concernant le zonage de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur a été demandée lors de la séance tenue le 15 novembre 2004, que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du comité exécutif, résolution CE-2005-00-05 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers  
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2004-03-30 modifiant le Règlement numéro 520 concernant le zonage de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur et d'adopter ce règlement, sans changement par rapport au projet de règlement adopté par la résolution CV-2004-11-27.

Adoptée à l'unanimité

## **CV-2005-00-52**

### **Création du groupe de travail pour l'aménagement et le développement durable de la bordure fluviale de Lévis et de ses tributaires**

Attendu que la nouvelle Ville, qui se classe au 3<sup>ième</sup> rang au Québec pour l'étendue de son territoire, compte près de 42 kilomètres de berges sur le fleuve Saint-Laurent ;

Attendu que, dans le cadre du processus de planification stratégique qui a été conduit en 2002-2003 en étroite concertation avec la population et les intervenants socioéconomiques du milieu, le fleuve Saint-Laurent et ses tributaires ont été identifiés comme étant un élément identitaire fort de la nouvelle Ville;

Attendu la vocation récréotouristique de la bordure fluviale de Lévis et la volonté de la Ville de s'inscrire dans une perspective de développement durable et d'amélioration de la qualité de vie de sa population ;

Attendu que, outre ces potentialités, l'aménagement et le développement à des fins durables de la bordure fluviale sont également de nature à renforcer le sentiment d'appartenance des résidents de la nouvelle ville;

Attendu l'intérêt de pouvoir disposer d'un plan directeur en matière d'aménagement et de développement de la bordure fluviale de Lévis et de ses tributaires ainsi que l'opportunité d'intégrer ultérieurement les orientations dudit plan directeur dans les autres outils de planification en cours d'élaboration ou projetés à la Ville (plan d'urbanisme, plan stratégique de développement touristique, etc.) ;

Attendu l'opportunité de consulter la population et les intervenants socioéconomiques du milieu et de constituer, à cette fin, un groupe de travail représentatif des forces vives de la nouvelle ville ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard  
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De créer un groupe de travail qui aura comme mandat d'élaborer et de recommander au conseil un projet de plan directeur en matière d'aménagement et de développement de la bordure fluviale de Lévis et de ses tributaires.

Que ce groupe de travail soit habilité à :

- élaborer un plan de travail et un échéancier de réalisation ;
- élaborer un concept d'aménagement et définir les outils de planification et de développement pour la bordure fluviale et ses corridors de liaison ;
- présenter en préalable aux consultations la proposition de concept d'aménagement et les outils de planification et de développement à chacun des arrondissements et au conseil de la Ville ;
- procéder à des consultations publiques auprès de la population et des intervenants concernés de chacun des arrondissements ;
- effectuer la synthèse et l'évaluation de toutes les études et autres démarches de planification touchant la bordure fluviale présentement en cours à la Ville, intégrer au plan directeur les éléments les plus pertinents et assurer la coordination du suivi de ces études et démarches de planification ;
- inviter tout autre organisme du milieu ou représentant de la Ville à participer, selon les besoins, aux travaux du groupe de travail.

Que ce groupe de travail soit composé des représentants suivants :

- le membre du conseil de la Ville Pierre Gagné, comme représentant élu de l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Est ;
- le membre du conseil de la Ville Anne Ladouceur, comme représentante élue de l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Ouest ;
- le membre du conseil de la Ville Gilles Lehouillier, comme représentant élu de l'arrondissement de Desjardins ;
- un représentant désigné par Revitalisation Village St-Nicolas ;
- un représentant désigné par Rues Principales Saint-Romuald inc. ;
- un représentant désigné par Corporation de développement du Vieux-Lévis inc. ;
- un représentant désigné par l'Association touristique Chaudière-Appalaches ;
- un représentant désigné par l'Union régionale des loisirs et des sports (URLS) de Chaudière-Appalaches ;
- un représentant désigné par la Chambre de commerce de Lévis ;
- un représentant désigné par la Société des Traversiers du Québec ;
- un représentant désigné par la Société de développement économique de Lévis (CLD) ;
- un représentant désigné par la Commission scolaire des Navigateurs ;
- un représentant désigné par Groupe d'initiatives appliquées au milieu (Giram) ;
- un résident de Lévis membre du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Ouest et désigné par ledit comité ;
- un résident de Lévis membre du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Est et désigné par ledit comité ;
- un résident de Lévis membre du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Desjardins et désigné par ledit comité ;
- un représentant des Amis du parc des Chutes ;
- un représentant du Comité de restauration de la Rivière Etchemin ;
- un représentant de la Direction de la planification de la Ville ;
- un représentant de la Direction du développement économique de la Ville ;
- un représentant de la Direction de la vie communautaire de la Ville ;
- un représentant de la Direction des réseaux et équipements de la Ville.

Que la coordination des travaux du groupe de travail sur l'aménagement et le développement durable de la bordure fluviale soit placée sous la présidence du membre du conseil de la Ville Gilles Lehouillier et que le suivi administratif et le travail de secrétariat du groupe soient confiés conjointement à la Direction de la

planification et la Direction du développement économique en raison de l'importance de la dimension récréotouristique dudit dossier.

De mandater la Direction de la planification et la Direction de développement économique afin de préparer pour une prochaine séance l'avis de motion, le projet de règlement d'emprunt et le devis technique dans le cadre du mandat confié au groupe de travail pour l'aménagement et le développement durable de la bordure fluviale et de ses tributaires, le tout en conformité avec le programme triennal d'immobilisation, secteur aménagement et urbanisme (AGT-5001).

De demander à la Direction générale et autres directions concernées de soutenir ces deux directions pour la réalisation de ce mandat.

De demander à la Direction générale d'apporter au groupe de travail le soutien nécessaire à la réalisation de ce mandat.

Que ce dossier ne fasse l'objet d'aucune recommandation du comité exécutif et que le conseil de la Ville en assure directement le suivi.

De demander à la Direction générale et autres directions concernées de soutenir ces deux directions pour la réalisation de ce mandat.

De demander à la Direction générale d'apporter au groupe de travail le soutien nécessaire à la réalisation de ce mandat.

Que ce dossier ne fasse l'objet d'aucune recommandation du comité exécutif et que le conseil de la Ville en assure directement le suivi.

Le Maire appelle le vote :

Ont voté pour : les membres du conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Jeannot Demers, Guy Dumoulin, Pierre Gagné, Philippe Laberge et Gilles Lehouillier.

Ont voté contre : les membres du conseil Isabelle Demers, Pierre Brochu, André Hamel, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier et le maire Jean Garon.

Adoptée à la majorité

## **CV-2005-00-53**

### **Acquisition d'un système d'étagères pour les dossiers de propriété de l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Ouest au 1240, chemin Filteau (secteur Saint-Nicolas)**

Attendu que les boîtes de dossiers actifs de propriété de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon et de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur sont empilées les unes sur les autres dans les corridors du bureau de l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Ouest situé au 1240, chemin Filteau (secteur Saint-Nicolas);

Attendu que la manipulation de ces dossiers est extrêmement pénible et exigeante pour les employés ;

Attendu que le risque d'accident est présent, en vertu des remarques faites par les responsables de « Santé et sécurité au travail » à la Ville ;

Attendu que des démarches ont été entreprises pour obtenir un système de rayonnage mobile afin de maximiser l'espace ;

Attendu qu'un système de rangement permettrait de rapatrier des dossiers toujours situés au 1365, route Marie-Victorin (secteur Saint-Nicolas), ce qui occasionne des déplacements du personnel pour consulter les dossiers ;

Attendu que ceci augmenterait l'efficacité du personnel ;

Attendu que nous avons les espaces requis pour implanter un système fonctionnel et efficace ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers  
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'autoriser le Directeur général à procéder à l'acquisition d'un système de rayonnage mobile mécanique et étagères fixes pour dossiers et boîtes d'archives.

Pour financer la dépense relative à cette acquisition, d'affecter le montant requis aux activités d'investissement provenant d'un emprunt au fonds de roulement, ce montant étant remboursable annuellement au fonds de roulement par les activités financières sur une période de trois ans, par versements égaux, et ce, à compter de l'an 2006.

De transmettre copie de la présente résolution à chacun des membres du conseil de la Ville.

Le Maire appelle le vote :

Ont voté pour : les membres du conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Guy Dumoulin, Pierre Gagné, Philippe Laberge, Gilles Lehouillier et Alain Lemaire.

Ont voté contre : les membres du conseil Isabelle Demers, Jeannot Demers, André Hamel, Jocelyn Olivier et le maire Jean Garon.

Adoptée à la majorité

## **CV-2005-00-54**

### **Délégation de membres du conseil de la Ville au forum sur l'avenir de la baie de Beauport**

Attendu la création du groupe de travail pour l'aménagement et le développement durable de la bordure fluviale de Lévis et de ses tributaires ;

Attendu le forum organisé par Accès Saint-Laurent sur l'avenir de la baie de Beauport ;

Attendu l'importance pour la Ville de participer à un tel forum ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

De déléguer les membres du conseil de la Ville Gilles Lehouillier et Pierre Gagné à titre de représentants de la Ville au forum sur l'avenir de la baie de Beauport qui se tiendra le 21 janvier 2005, de défrayer les coûts relatifs à l'inscription des participants au montant de 40 \$ /personne pour un total de 80 \$, de se charger des modalités d'inscription et de confirmer le tout auprès de chacun des participants.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2005-00-55**

### **Avis de motion du Règlement modifiant le Règlement intérieur CV-001-02**

La conseillère Danielle Roy Marinelli donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement intérieur CV-001-02.

Ce règlement a pour objet de redéfinir les compétences déléguées au comité exécutif.

---

## **CV-2005-00-56**

### **Mandat à la Greffière de la Ville**

Attendu qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance du conseil de la Ville un Règlement modifiant le Règlement intérieur CV-001-02 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli  
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

De mandater la Greffière de la Ville afin de déposer aux membres du conseil, d'ici lundi le 24 janvier prochain, la liste de l'ensemble des compétences déléguées au comité exécutif par le conseil de la Ville autres que celles prévues dans la *Loi sur les cités et villes* et la Charte de la Ville.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2005-00-57**

### **Période d'intervention des membres du conseil**

Plusieurs membres du conseil prennent la parole.

Le membre du conseil de la Ville Pierre Gagné dépose une demande d'analyse et d'avis juridique quant au jugement de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Entreprises Sibeca inc. contre Municipalité de Frelighsburg.

Le membre du conseil de la Ville Jean-Claude Bouchard dépose une résolution de la Municipalité de Beaumont concernant l'implantation d'un port méthanier sur son territoire.

---

## **CV-2005-00-58**

**Période de questions**

Plusieurs personnes prennent la parole et émettent des commentaires.

---

**CV-2005-00-59**

**Levée de la séance**

Il est proposé par le conseiller Philippe Laberge  
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

De lever la séance à 22h05.

Adoptée à l’unanimité

---

Jean Garon, maire

---

Danielle Bilodeau, greffière

---